



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Santé

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Créeraient une « <i>garantie des soins de santé au Canada</i> », en incluant le droit de se faire soigner en temps opportun et la transparence dans la <i>Loi canadienne sur la santé</i>, mais aucun engagement à faire respecter la loi plus rigoureusement.</p>	<p>Permettraient la prestation privée des soins de santé avec financement public. Ils promettent une garantie en matière de temps d'attente, y compris en payant pour les patients qui se rendent aux É.-U. pour se faire soigner, mais ne prévoient pas d'argent de plus pour la santé, à l'exception d'un montant de 50 millions de dollars par année pour une stratégie sur le cancer. Ils indemniseront les victimes de l'hépatite C. Crédits d'impôts pour les activités de conditionnement physique.</p>	<p>Ils stopperont l'expansion de la privatisation des soins de santé, veilleront à ce que l'argent fédéral ne serve pas à subventionner un système d'assurance-maladie privée. Ils feront respecter la Loi canadienne sur la santé. Ils augmenteront le financement destiné aux soins de longue durée pour arriver à 40 000 places d'ici 2009 et élargiront la couverture des soins à domicile. Ils instaureront un « <i>régime national d'assurance-médicaments</i> » de 1 milliard de dollars par année. Ils réduiront les pénuries de personnel dans le secteur de la santé en consacrant 200 millions de dollars par année à un « Fonds de formation des professionnels de la santé », ajoutant ainsi au système 16 000 professionnels de la santé, surtout des infirmières diplômées et des infirmières auxiliaires.</p>	<p>Indemnisation immédiate des victimes de l'hépatite C. Proposent le droit de mourir dans la dignité (suicide assisté). Veulent que le gouvernement fédéral transfère des fonds au Québec pour les instituts de recherche en santé. Proposent de réduire le coût des médicaments, mais ne préconisent pas d'augmentation du financement fédéral.</p>



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Garderies

Villes

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Favorisent un programme permanent de garderies, mais n'ont pas adopté de loi protégeant les normes et la reddition de comptes. À compter de 2010, ils fourniront 1,2 milliard de dollars, en soutenant que le financement créera 625 000 nouvelles places, mais les montants sont insuffisants. Vague promesse sur des édifices pour loger les garderies. Ne protégeront pas la prestation sans but lucratif, laissant ainsi la porte ouverte aux entreprises de garderies à grande surface.</p>	<p>Annuleront les ententes en matière de services de garde à l'enfance conclues avec les provinces et les territoires. Instaureront une allocation imposable qui fournira le moins d'avantages possible et qui ne permettra pas d'édifier un programme de garderies. Instaureront un incitatif pour encourager les employeurs et les entreprises à créer des places en garderie – un programme qui est voué à l'échec.</p>	<p>Adopteront une loi enchâssant les principes de qualité et d'accessibilité et rendant le financement conditionnel au respect de normes. Financement annuel de 1,8 milliard de dollars la première année jusqu'à 2,5 milliards de dollars la quatrième année pour soutenir la création de 275 000 nouvelles places en garderie sans but lucratif. Assureront la prestation sans but lucratif et la reddition de comptes aux parents et aux collectivités.</p>	<p>Exigent que le gouvernement fédéral transfère le montant qu'il économise en imposant les garderies à faible contribution au Québec.</p>
<p>Aucune augmentation de financement pour les villes, mais rendraient permanent le « transfert de la taxe sur l'essence ». Promettent un nouveau « Fonds pour les installations communautaires, sportives et de loisirs » doté de 350 millions de dollars sur cinq ans.</p>	<p>Aucune augmentation de financement. Atténueraient les critères relatifs aux dépenses pour que moins d'argent aille au transport en commun.</p>	<p>Augmenteraient le « transfert de la taxe sur l'essence » aux municipalités à la totalité du cinq cents le litre à être utilisé pour le transport en commun et les initiatives de transport durable.</p>	<p>Ne semblent pas avoir de politique.</p>



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Femmes

Éducation post-secondaire

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Promettent des prestations de maternité et parentales aux travailleuses autonomes. Accordent 1 milliard de dollars en cinq ans au développement d'un programme national pour les aidantes naturelles.</p>	<p>Rien dans leur programme.</p>	<p>Mettraient en œuvre les recommandations du Rapport final du Groupe de travail sur l'équité salariale. Renforceraient les programmes visant à réduire la violence familiale et poursuivraient les contrevenants. Élargiraient le programme destiné aux aidantes naturelles, habituellement des femmes, pour qu'elles reçoivent une année d'assurance-emploi pour prendre soin d'un membre de la famille malade ou âgé, sans pénalité de prestations de régime de retraite public.</p>	<p>Modifieraient le système d'assurance-emploi pour permettre aux femmes et aux jeunes d'y accéder plus facilement.</p>
<p>Importantes dépenses pour les subventions, mais aucune augmentation du financement de base pour les universités et les collèges; les frais de scolarité ont plus que doublé avec les libéraux et l'endettement étudiant a atteint 25 000 \$ en moyenne.</p>	<p>Leur politique inclut des prêts régressifs en fonction du revenu, qui nuisent aux nouveaux diplômés moins bien rémunérés. Ces programmes ouvrent aussi la voie à l'augmentation des frais de scolarité et à une hausse de l'endettement étudiant. Aucun engagement envers le financement de base pour les universités et les collèges.</p>	<p>Restaureraient le financement de base par un transfert réservé aux provinces, conditionnel à la réduction des frais de scolarité et à l'amélioration de la qualité. Créeraient un système national de subventions.</p>	<p>Augmenteraient les transferts fédéraux en matière d'éducation postsecondaire et de programmes sociaux de 2,75 milliards de dollars en trois ans pour le Québec.</p>



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Privatisation

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Aucune restriction à la privatisation des soins de santé, des garderies ou de l'infrastructure communautaire. Les partenariats public-privé sont obligatoires pour obtenir un financement dans le cadre du « <i>Nouveau pacte pour les villes et les collectivités</i> ».</p>	<p>Préconisent la privatisation et la prestation privée de soins de santé financés publiquement. Soutiennent la privatisation dans tous les secteurs : éducation, santé, services municipaux et infrastructure. Élimineraient plus de 22 milliards de dollars en services publics, augmenteraient les frais d'utilisation, redirigeraient les dépenses consacrées au transport public vers les routes, élimineraient le programme national de garderies et fourniraient d'immenses subventions aux promoteurs privés de « logements à coût abordable ».</p>	<p>S'opposent à la privatisation et augmenteraient les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, au transport en commun et à d'autres services publics. Empêcheraient la croissance de la privatisation des soins de santé et assureraient le respect rigoureux de la <i>Loi canadienne sur la santé</i>. Élargiraient le système public de soins de santé, réduiraient le pouvoir des brevets pour les monopoles, veilleraient à ce qu'un système national de garderies ne soit pas privatisé et financeraient un programme de logements coopératifs à coût abordable. Augmenteraient le financement de l'éducation publique et travailleraient avec les provinces afin de protéger l'éducation et la recherche contre une plus grande privatisation.</p>	<p>Soutiennent les services publics et disent que le rôle du gouvernement est d'assurer l'accès universel. Veulent plus de soutien aux coopératives, aux organismes sans but lucratif et à « l'économie sociale ».</p>



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Logement

Droits de la personne

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Élaboreraient une « <i>entente-cadre canadienne sur le logement</i> » avec de nouveaux points de repère pour l'augmentation du nombre de logements et la réduction du nombre de sans abri, mais sans engagement en matière de financement, ni de nombre d'unités. Fourniraient des programmes de logement fédéraux destinés aux coops nouvelles et existantes.</p>	<p>Accorderaient aux promoteurs privés 200 millions de dollars par année en crédits d'impôts, sans exiger d'eux qu'ils réduisent les loyers ou les fixent en fonction du revenu. Nuiraient au logement social sans but lucratif en ne finançant pas de nouveaux développements ni la rénovation de vieilles maisons.</p>	<p>Réinstaureraient un programme national de logement de 10 ans pour construire 200 000 unités de logement à coût abordable et en coopérative, renouvelleraient 100 000 unités existantes et offrir un supplément de loyer à 40 000 locataires à faible revenu. Offriraient des hypothèques à faible taux d'intérêt pour le logement à coût abordable et rendraient plus facile le financement accordé aux organisations de logement communautaires.</p>	<p>Réinvestiraient graduellement dans le logement social pour atteindre un objectif de près de 2 milliards de dollars d'investissement par année dans le logement à coût abordable et social.</p>
<p>Proposeraient un amendement constitutionnel pour empêcher le gouvernement fédéral d'avoir recours à la clause nonobstant. Lanceraient une série d'initiatives visant la promotion et la protection des droits de la personne, incluant des programmes d'éducation, des bourses et des projets de recherche.</p>	<p>Ne tiendraient pas compte de la Charte canadienne des droits et libertés et remettraient en question le mariage des couples de même sexe par la tenue d'un vote libre au Parlement. Retireraient aux prisonniers leur droit de vote, un droit déjà décidé par la Cour suprême du Canada. Violeraient les normes relatives aux droits de la personne internationaux en déportant hâtivement des gens qui risquent d'être torturés en retournant dans leur pays.</p>	<p>Accorderaient, rétroactivement, les prestations de survivants du Régime de pensions du Canada aux couples de même sexe.</p>	<p>Veilleraient à ce que toute mesure législative relative au terrorisme respecte un équilibre entre la sécurité et la liberté.</p>



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Pauvreté

Assurance-chômage

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Fourniraient une aide de 250 \$ pour réduire le coût de l'énergie pour les familles recevant le Supplément de la prestation nationale pour enfants et le Supplément de revenu garanti. Créeraient des prestations fiscales pour aider les travailleurs à faible revenu.</p>	<p>Créeraient un crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à 500 \$ par année par enfant de moins de 16 ans inscrit à des programmes de conditionnement physique.</p>	<p>Les prestations fiscales pour enfant atteindraient 4 200 \$ par enfant par année d'ici 2010. Augmenteraient le salaire minimum à 10 \$ l'heure.</p>	<p>Accorderaient les prestations d'assurance-chômage aux travailleurs saisonniers et en amélioreraient l'accès pour les femmes et les jeunes. Veilleraient à ce que les personnes âgées reçoivent leur plein Supplément de revenu garanti.</p>
<p>Instaureraient un régime de congé familial en vertu du programme d'assurance-chômage pour offrir deux mois de prestations aux personnes qui s'occupent de membres de leur famille qui sont malades. Amorceraient des consultations sur des programmes de prestations de maternité et parentales pour les travailleurs autonomes. Élimineraient le délai d'attente de deux semaines pour les apprentis admissibles.</p>	<p>Pas d'augmentation des prestations d'a.-e. Leur politique prévoit que le système d'a.-e. deviendra indépendant du gouvernement.</p>	<p>Réformeraient l'a.-e. en haussant la couverture pour les travailleurs, avec une exigence d'admissibilité de 360 heures en utilisant les 12 meilleures semaines d'emploi pour déterminer les niveaux de prestations d'a.-e. Fourniraient jusqu'à un an d'a.-e. aux personnes qui prennent soin d'un membre de la famille malade ou âgé.</p>	<p>Réformeraient le système d'a.-e. pour augmenter la couverture des travailleurs saisonniers, des femmes et des jeunes. Obligerait le gouvernement fédéral à rembourser l'argent pris dans la caisse d'a.-e. Réduiraient les exigences d'admissibilité à 360 heures et établiraient un programme d'a.-e. pour les travailleurs autonomes.</p>



**Guerre, paix,
développement
mondial et
commerce**

Guide des électeurs du SCFP de 2006

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Aucune augmentation du financement consacré à l'aide au développement international. Créeraient un programme de « <i>Bourse d'études Pearson</i> » pour le développement international et les droits de la personne et favoriseraient la création d'un « <i>Conseil des droits de l'homme</i> » de l'ONU. Favoriseraient la signature d'un traité pour interdire tout armement dans l'espace. Ont accru l'américanisation et négocié de mauvais accords de libre-échange.</p>	<p>Augmenteraient l'aide au développement à la moyenne prévue par l'Organisation de coopération et de développement économique, mais sans atteindre la cible de 0,7 pour cent du revenu intérieur brut. Favoriseraient les intérêts du Canada par l'aide étrangère et la politique étrangère, incluant un soutien « aux marchés libres et au libre-échange ». Sont ouverts à ce que le Canada se joigne au système de défense antimissile du président George W. Bush. Augmenteraient les dépenses consacrées à la défense de 5,3 milliards de dollars. Créeraient un « <i>Bureau canadien du renseignement étranger</i> ». Favoriseraient l'entente sur la Zone de libre-échange des Amériques et les accords de libre-échange avec le Japon, l'Inde et d'autres pays de l'Asie-Pacifique.</p>	<p>Respecteraient les objectifs de développement du millénaire de l'ONU et s'engageraient à accroître le budget de l'aide étrangère à 0,7 pour cent d'ici 2015 et mettraient au point une énergique stratégie d'annulation de la dette. Amélioreraient l'efficacité de l'aide et accorderaient la priorité à la réduction de la pauvreté. Mettraient en œuvre la « <i>Loi de l'engagement envers l'Afrique</i> » afin d'envoyer des médicaments pour traiter le VIH-SIDA aux pays en développement. Reverraient l'Accord du NORAD et l'intégration aux forces armées américaines; réorienteraient les programmes de défense pour assurer le maintien de la paix. Le total des dépenses consacrées à la défense ne diminuerait pas. Transformerait l'ALÉNA pour arriver à une politique commerciale équitable.</p>	<p>Augmenteraient l'aide étrangère de façon à atteindre la cible de 0,7 pour cent fixée par l'ONU d'ici 2015. Amorceraient une étude par le Parlement de tous les achats en matière de défense supérieurs à 100 millions de dollars, ainsi qu'une véritable consultation sur l'augmentation des dépenses consacrées à la défense. Veulent que le Québec ait un rôle à jouer dans les forums internationaux concernant ses propres compétences – comme la culture, l'éducation et la santé. Veulent que le gouvernement fédéral renégocie l'ALÉNA.</p>



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Environnement

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Amélioreraient le contrôle et les normes relatives à l'assainissement de l'air. Exigeraient un contenu de 5 pour cent de carburants renouvelables dans l'essence et les carburants au diesel. Accroîtraient les réseaux de parcs nationaux et d'aires protégées en accordant 150 millions de dollars en cinq ans. Mettraient en œuvre un plan de 1 milliard de dollars sur 10 ans pour améliorer la qualité de l'eau.</p>	<p>Se retireraient de l'Accord de Kyoto, réduiraient les dépenses consacrées aux initiatives sur le changement climatique d'au moins 2 milliards de dollars et s'aligneraient avec les Etats-Unis sur les questions de changement climatique. Réduiraient les dépenses publiques pour le transport en commun et accroîtraient les dépenses consacrées aux routes. Offriraient un crédit d'impôts pour les passes mensuelles de transport en commun. Élaboreraient une « <i>Loi sur l'assainissement de l'air</i> » pour réduire les polluants qui causent le smog et exigeraient un contenu de 5 pour cent de carburants renouvelables dans l'essence et les carburants au diesel d'ici 2010. Aucune augmentation de dépenses pour l'environnement dans d'autres domaines. Ils « rationaliseraient » la réglementation et augmenteraient les subventions aux industries des ressources, mais rien pour la réduction de la pollution. Exigeraient un contenu canadien en éthanol de 10 pour cent pour l'essence et les carburants au diesel.</p>	<p>Instaureraient une « <i>Loi sur l'assainissement de l'eau</i> » pour l'établissement de normes nationales et la protection de l'eau potable, et des dispositions relatives à l'exportation de l'eau en vrac; fixeraient une cible ferme sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre compatibles avec les exigences de l'Accord de Kyoto. Réviseraient la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> et y incluraient des mesures obligatoires de prévention de la pollution pour réduire les polluants toxiques et le concept de pollueur payeur. Augmenteraient le financement destiné aux programmes de rénovation écoénergétique, à la production d'énergie renouvelable, au transport en commun, aux voitures vertes, au transport ferroviaire et aux installations réservées aux cyclistes et aux piétons.</p>	<p>Veulent que le gouvernement fédéral assure le respect de l'Accord de Kyoto de façon juste et équitable, sans faire payer le Québec pour l'adaptation de l'industrie du pétrole de l'Alberta ou de l'industrie de l'auto de l'Ontario. Soutiennent l'augmentation de l'investissement dans l'énergie éolienne et dans des substituts de combustibles fossiles. Veulent que le gouvernement fédéral crée des zones libres d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et élimine la TPS sur les véhicules économes d'essence.</p>



Guide des électeurs du SCFP de 2006

Impôts

Libéraux	Conservateurs	NPD	Bloc
<p>Proposent 30 milliards de dollars de baisses d'impôt sur le revenu en cinq ans. Près de 10 milliards de dollars en baisses d'impôts pour les sociétés, incluant des mesures dans le budget de 2005. Réduction des impôts pour les travailleurs à faible revenu. Augmentation du crédit d'impôt pour dividendes et pas d'impôts pour les fiducies de revenu. Augmentation de l'exemption à vie des gains de capital pour les petites entreprises. Proposent des mesures fiscales qui profiteront de façon disproportionnée aux grandes sociétés et aux riches.</p>	<p>Diminueront la TPS de deux points de pourcentage en cinq ans, ce qui coûtera plus de 32 milliards de dollars. Annuleront les baisses d'impôts pour les personnes à faible et moyen revenu soutenues par les autres partis. Réduira encore davantage l'impôt des sociétés en haussant les déductions et les taux des petites entreprises. N'imposeront pas les fiducies de revenu et augmenteront le crédit d'impôt pour dividendes. Élimineraient l'impôt sur les gains de capital s'ils sont réinvestis, ce qui fournira des milliards de dollars d'allègements fiscaux aux riches. Réduiront l'impôt des sociétés et des riches de milliards de dollars, tout en n'accordant aux Canadiens à faible et à moyen revenu que quelques centaines de dollars de réduction d'impôts par année.</p>	<p>Redirigeraient les baisses d'impôts de 10 milliards de dollars promises aux sociétés par les libéraux et les conservateurs vers la santé et l'éducation. Appuieraient les baisses d'impôts pour les personnes à faible et à moyen revenu annoncées par les libéraux. Augmenteraient la prestation fiscale pour enfants à 1 000 \$ par enfant.</p>	<p>Appuient les baisses d'impôts pour les personnes à faible et moyen revenu. Proposent l'annulation de la TPS sur les couches et autres produits pour nouveau-nés. Veulent que le gouvernement fédéral transfère au Québec le montant qu'il impose aux garderies subventionnées au Québec. Établiraient un crédit d'impôt pour les familles avec enfants de moins de 18 ans. Imposeraient une surtaxe sur les profits des grandes pétrolières et fermeraient les paradis fiscaux étrangers.</p>